

LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 25 MARS 2014

SOMMAIRE

- 1) Reprise...
- 2) Le changement « pas maintenant »
- 3) La grosse claque
- 4) Kind.. surprise ?!
- 5) La main mise des...
- 6) Le pont s'écroule
- 7) Quel avenir...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) L'activité privée reprend en France, confirmant la reprise en zone euro



L'expansion de l'industrie manufacturière, ainsi que des services, explique l'augmentation rapide de l'indice PMI en France, de 47,9 à 51,6 en un mois. (Photo : Reuters)

L'indice PMI s'établit à 51,6 ce mois-ci, indiquant une expansion de l'activité du secteur privé français. Dans le même temps, la zone euro enregistre sa plus forte période de croissance depuis le premier semestre 2011.

Le secteur privé français renoue avec la croissance ce mois-ci, selon l'indice PMI publié lundi par le cabinet Markit. En mars, l'indice composite s'établit à 51,6 contre 47,9 pour le mois de février, la progression la plus rapide dans la zone euro.

Pour la première fois depuis octobre 2013, la barre des 50 a été dépassée, indiquant une expansion de l'activité. Ces chiffres laissent "espérer une véritable reprise économique dans l'Hexagone au deuxième trimestre", selon Chris Williamson, économiste chez Markit.

Amélioration de la conjoncture en zone euro

Cette embellie s'inscrit dans le contexte d'une croissance de l'activité privée en zone euro, avec un PMI composite stabilisé à 53,2 en mars, qui devrait se traduire dans la zone par "une hausse du PIB de 0,5% au premier trimestre, s'inscrivant dans le prolongement de la hausse de 0,3% enregistrée au dernier trimestre 2013" selon Markit.

Marketing, nouveaux produits et nouveaux marchés

En France, les répondants ont confirmé le sentiment d'une amélioration générale de la conjoncture, tout en admettant réduire leurs tarifs afin de stimuler les ventes. Les campagnes marketing ont également contribué à ces bons résultats.

Les perspectives de lancement de nouveaux produits et la pénétration de nouveaux marchés expliquent notamment l'optimisme des entreprises.

Les services et l'industrie manufacturière en expansion

"Cette tendance résulte d'une hausse de l'activité dans le secteur des services et dans l'industrie

manufacturière", a commenté le cabinet dans un communiqué. La production de l'industrie manufacturière connaît en effet sa plus forte croissance depuis mai 2011, ce qui se traduit notamment par une augmentation des exportations. Dans ce secteur, l'indice est passé de 49,7 à 51,9 en un mois.

Dans le secteur des services, l'indice s'est également relevé à 51,4 en mars, contre 47,2 en février, chiffre qui indiquait une contraction du secteur. Les prestataires de services ont vu leur activité croître pour la première fois depuis cinq mois, a précisé Markit.

L'emploi, qui fait partie des composants de l'indice, s'est stabilisé en mars, malgré une légère baisse.

II) Pour le gouvernement, le changement de cap, c'est pas maintenant



"Est-ce que pour autant c'est une raison aujourd'hui d'annoncer un changement? Je ne le crois pas", répond Najat Vallaud-Belkacem (à droite, au côté de Jean-Marc Ayrault et François Hollande)

Pour la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, le gouvernement ne doit pas changer de cap politique, malgré les mauvais résultats pour les candidats socialistes au premier tour des élections municipales.

Interrogée sur France 2 ce lundi sur un éventuel changement de politique réclamé par les électeurs, Najat Vallaud-Belkacem a répondu: "Sans doute certains l'ont dit par leur vote ou par l'abstention. Est-ce que pour autant c'est une raison aujourd'hui d'annoncer un changement? Je ne le crois pas. Je crois au contraire que ce qui

fera la force de ce gouvernement, c'est de tenir le cap sur des politiques et des réformes qu'il a commencé à conduire, qui certes n'ont pas encore toutes porté leurs fruits".

"C'est long de transformer un pays comme nous le faisons, de réformer le marché du travail, de redonner de la compétitivité aux entreprises, de faire en sorte que les Français soient mieux formés. Bien sûr que cela prend du temps, tout le monde peut très bien le comprendre", a poursuivi la porte-parole du gouvernement. "En même temps, ce qu'il faut avoir à l'esprit, c'est que depuis 20 mois, nous réparons la gestion catastrophique de la droite dans ce pays. Les Français ont au moins ce bilan-là en tête. Donc ne faites pas la même chose dans les municipalités que ce que vous avez déploré à la tête du pays", a-t-elle lancé aux électeurs.

"Nous avons besoin de temps"

"Aujourd'hui, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault mène à bien des politiques qui prennent du temps et pour lesquelles nous avons besoin de municipalités qui nous accompagnent, pour faire des emplois d'avenir, pour créer des logements, pour créer des places en crèche, et pas des municipalités qui, demain, seront dans l'obstruction systématique par idéologie et par sectarisme", a ajouté Mme Vallaud-Belkacem.

"Il reste une semaine de campagne, une semaine notamment pour que toutes les forces de gauche se rassemblent. Dans un certain nombre de villes, elles sont parties désunies. Souvent la droite a fait bloc là où la gauche est partie éparpillée. Cette semaine va servir à rassembler nos forces", a-t-elle souhaité.

L'issue de secours des triangulaires

Au Parti socialiste, l'heure n'est clairement pas à la remise en cause. Depuis dimanche, les socialistes sont officiellement dans un travail de "large rassemblement" des listes de gauche avec Europe Ecologie-les Verts et le Parti communiste, là où chacun était parti de manière dispersée au premier tour. "C'est la condition de la mobilisation dimanche prochain, c'est la condition de la victoire", a estimé le premier secrétaire du Parti, Harlem Désir. Par ailleurs, Solferino espère limiter le nombre de municipalités perdues à la faveur de triangulaires avec la droite et l'extrême

droite. Un tel scénario pourrait lui permettre de conserver Strasbourg, Metz, Besançon, Rouen (sauf si les quatre listes se maintiennent). Avignon est prenable. Le FN est aussi arbitre à Reims. Plusieurs ténors PS ont aussi tenté de mobiliser sur le thème: "la sanction" de la majorité, c'était au premier tour, maintenant "votez pour un maire" au deuxième, à l'instar du député Yann Galut.

Harlem Désir, Tartarin de Tarascon.

Symbole de cette stratégie façon méthode Coué, le patron du parti socialiste a annoncé vouloir "tout faire pour empêcher que le FN ne prenne des villes". Ni une ni deux, il a assuré que le PS retirait ses listes dans deux villes où le FN est arrivé en tête : Saint-Gilles et Tarascon. Facile: à Tarascon, la liste PS était de toute façon disqualifiée.

humanite.fr

III) Municipales : pour la gauche, après la Bérézina, Waterloo ?



Par Laurent Joffrin

Une humiliation aux municipales, avant peut-être une nouvelle débâcle aux européennes : la gauche au pouvoir doit réagir. Et réhabiliter la politique par l'action.



Jean-Marc Ayrault et François Hollande, le 19 février 2014 à l'Élysée. (Patrick Kovarik/AFP)

On pouvait difficilement imaginer pire scénario. Un Front national au plus haut, élu au premier tour dans la ville-symbole d'Hénin-Beaumont,

arrivé au-dessus de 30% dans une ribambelle de municipalités, présent au second tour dans quelque 300 villes. Une UMP requinquée, revigorée, gagnante malgré les divisions et les affaires. Un PS humilié presque partout, qui ne peut désormais sauver les meubles qu'en comptant sur le mécanisme pervers des triangulaires, où le FN, son pire ennemi subjectif, devient son allié objectif.

Cette poussée concomitante du FN ripoliné bleu marine et de l'UMP qui reprend si souvent, sous Copé, les thèmes de l'extrême droite, traduit le glissement continu de la société française vers la droite. Comme presque partout en Europe, la crise alliée à l'ouverture des frontières fouette les peurs identitaires, transforme l'autre en ennemi, mine l'esprit de solidarité et de tolérance, bat en brèche les valeurs progressistes.

La montée générale du nationalisme exprime aussi le désespoir dispensé dans les couches populaires par la politique européenne. Mélange d'impuissance bruxelloise et de médications austères administrées par une Banque centrale dogmatique et une bureaucratie coupée de la politique et la population, elle est une incitation permanente à voter pour les extrêmes. On en voit le résultat dans ce scrutin français comme dans la plupart des consultations tenues en Europe. Les municipales sont une Bérézina. L'élection européenne nous mènera peut-être à Waterloo...

Défi fondamental

La gauche de gouvernement est désavouée : elle doit réagir. Il n'y aurait rien de pire que de voir dans ce résultat un simple incident de parcours. Cette fois l'extrême droite devient une force de premier plan. Peut-on rester les bras croisés ? Une constatation montre la voie à suivre. Si l'on additionne l'abstention – record dans cette élection – et le vote antisystème, celui du FN ou de la gauche antigouvernementale, on obtient une large majorité du corps électoral. Les électeurs dérivent vers la droite, certes. Mais ils ont aussi cessé – et peut-être surtout – de croire en la politique. De l'action des élus, des solutions rationnelles, des actes de gouvernement, ils n'attendent plus rien. Pour eux la marque principale de l'action publique, c'est l'impuissance.

Les socialistes au pouvoir n'ont d'autre choix que d'affronter sans détours ce défi fondamental, qui

se pose à tous les partis démocratiques : réhabiliter la politique par l'action. François Hollande a choisi un cap au début de l'année, il n'est pas temps d'en changer. Il est temps, en revanche, d'appliquer sans férir les réformes annoncées. Elles sont impopulaires mais elles peuvent produire des résultats, sortir la France de sa torpeur, lui permettre de faire repartir son économie et prendre avec d'autres le train de la reprise qui s'annonce dans le monde. Il ne s'agit pas de changer de programme. Il s'agit de l'appliquer. Ce qu'on reproche à ce pouvoir, ce n'est pas telle ou telle orientation. C'est son impuissance apparente. Un gouvernement de combat, un plan clair, un calendrier et des mesures : le chemin est escarpé, mais c'est le seul qui s'ouvre. La gauche n'y gagnera pas la popularité. Mais elle peut y gagner le respect...

nouvelobs.com

IV) Affaires, sondages, résultats : les trois surprises des municipales

Par André Bercoff



Crédits photo : PHILIPPE HUGUEN/AFP

FIGAROVOX/OPINION - Pour André Bercoff, le résultat du premier tour des élections municipales rend visible des réalités que dissimulait le storytelling médiatique.



André Bercoff est journaliste et écrivain. Son dernier livre, Je suis venu te dire que je m'en vais, a été publié aux éditions Michalon en 2013.

Il est toujours intéressant, en ces temps où le déni tient lieu de morale, le sondage d'instrument démocratique et l'enfumage de stratégie électorale, que la réalité vienne de temps à autre sonner à la porte.

1. Affaires: l'effet boomerang

Première leçon adressée aux redresseurs de torts autoproclamés, médiatiques qui confondent l'investigation et le trou de serrure, l'enquête et l'écoute téléphonique ou dictaphonique: les affaires sont peut-être les affaires, mais leurs révélations claironnées du matin au soir ne peuvent que se retourner en boomerang sur tous les partis de gouvernement, qui ont chacun leurs contingents de canards boiteux et de coupe-jarrets. Il n'y a guère, Arnaud Lagardère disait qu'il préférerait passer pour incompetent que pour malhonnête. Les citoyens, quant à eux, préfèrent réélire un maire qui a eu des faiblesses mais qui s'est bien occupé de leur ville, à un autre qui s'avère incapable de faire le job. Eh oui, ils sont comme ça, ces satanés électeurs.

2. La faillite des sondages

L'on sait qu'on n'en finira jamais avec les instituts de sondages qui fournissent en continu, vingt-quatre heures sur vingt quatre, avec tant de générosité tarifée, de l'avoine pour les news et permettent salivations et commentaires qui font passer le temps. Mais constater, contre tous pronostics, que NKM surpasse en voix Anne Hidalgo, et que Steeve Brioiias passe au premier tour à Hénin Beaumont, en dit long sur le véritable ersatz de démocratie d'opinion que représentent ces écoutes virtuelles de propos qui ne le sont pas moins. Mieux vaut cent fois, aujourd'hui, lire ce qui se dit, s'écrit et se crie sur Tweeter, Facebook et autres réseaux sociaux, où colères, satisfactions et partis pris s'expriment autrement que par de très réducteurs «oui» ou «non».

3. Un scrutin national

Continuer à affirmer que ces élections ne sont que municipales est une incongruité dont devrait se priver définitivement tout homme ou femme politique encore digne de ce nom. La France, comme les autres pays, n'est pas composée de trente-six mille planètes atomisées dérivant dans

des univers cloisonnés ; ce qui se passe sur le plan du chômage, de l'insécurité, de la pauvreté, de l'incertitude quant à l'avenir du pays en général et de son identité en particulier, traverse horizontalement la totalité de l'Hexagone. Quand un Gérard Collomb dont tous s'accordent à reconnaître la rigueur et la popularité, ne décroche pas cette année, au premier tour, quelques arrondissements de sa bonne ville de Lyon, c'est qu'il y a péril en la demeure. En toutes les demeures.

lefigaro.fr-André Bercoff

V) « Front républicain ? » Je vis à Béziers et j'ai la trouille

Ophélie



Robert Ménard vote à Béziers, le 23 mars 2014 (ALAIN ROBERT/APERCU/SIPA)

Je suis née à Béziers, j'y ai été scolarisée au collège, au lycée, à l'université, j'y ai travaillé, je suis partie, revenue. Aujourd'hui j'ai 29 ans, je vis et j'enseigne à Béziers.

J'aime ma ville, en dépit de toutes les critiques que je suis habituée à entendre sur sa violence, sa saleté, son peu de dynamisme.

Régulièrement, je montre à des gens à quel point cette ville est belle sous ses façades soufriteuses, agréable sous des dehors rugueux et toujours on me dit :

« Ah oui, je ne connaissais pas cet aspect. »

Ce dimanche soir, j'ai bien peur d'avoir dans peu

de temps beaucoup plus de mal à parler avec le sourire de ma ville.

Jusqu'ici, le maire de Béziers, Raymond Couderc, m'agaçait régulièrement, me décevait la plupart du temps, en particulier sur mon lieu de travail, école où l'on peine à faire réparer un radiateur, et plus encore à avoir une salle informatique opérationnelle (ici les PC tournent sous Windows 97, quand ils consentent à tourner).

En 2008, il avait été réélu au premier tour (52 %). J'étais triste. Ce soir, un candidat prétendument sans étiquette est nettement en tête. Il est réellement soutenu par :

le Front National de la famille le Pen ;

Debout la République de Nicolas Dupont Aignan ;

le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers ;

et le Rassemblement pour la France de Christian Vanneste.

Sans étiquette donc, mais rassemblant bien des étiquettes très à droite.

Je ne veux pas de Robert Ménard à la mairie

S'engagent chez moi des discussions que je ne pensais jamais avoir. Avec ma mère, ma sœur, mon compagnon. Avec moi-même aussi.

La gauche doit-elle se retirer pour former un barrage républicain face à cette extrême droite si peu et si mal masquée ? Doit-elle au contraire se maintenir pour continuer à faire valoir ses propositions pour la ville, sans se compromettre dans une union avec le candidat UMP qu'elle combat depuis le début (et depuis des années dans l'opposition municipale) ?

Je ne veux pas de Robert Ménard à la mairie, pour représenter ma ville, pour me représenter sur le plan départemental, régional et national. Je ne veux pas non plus d'Elie Aboud qui ne peut que perpétuer le travail effectué par Raymond Couderc (et par lui-même en tant qu'adjoint puis député puis premier adjoint).

On me dit d'être pragmatique et que l'UMP vaut mieux que ce FN. Mais je serais tellement déçue si la gauche s'alliait à cette droite biterroise clientéliste et contente d'elle-même.

Et une fois qu'on a dit ça ? J'ai la trouille. Que

ma ville devienne un « laboratoire » du FN comme certains l'ont annoncé en cas de victoire de Robert Ménard. Que l'image de ma ville, très terne depuis que je la connais ne devienne tout à fait brune et sombre pour les six années à venir. Que pour sauver les meubles, on doive, candidats comme électeurs, voter pour ceux qui nous dépriment jour après jour depuis des années, sans vraiment résoudre le problème puisqu'on sera de toute façon perdants et que ces fameux 44,88% continueront à fantasmer sur une providence

Je ne sais pas quoi faire

Alors je pense : « Quel mauvais travail de la gauche municipale ! » Pourtant j'ai participé à la campagne, à un très petit niveau, de présence simplement. Et c'était vivant, ouvert, dynamique. Des concerts, de la culture, des pique-nique partagés. Avec peu de monde. Trop peu. Des idées très intéressantes, humaines, généreuses, pas forcément coûteuses.

Alors pourquoi ? Peut-être une campagne pas assez offensive, pas assez sensationnaliste. J'ai reçu cette semaine un tract débinant Aboud (avec un article magnifique « Aboud veut un temple du rap à Béziers ») puis une réponse attaquant Ménard (« girouette sans frontières »). Comme si les deux candidats étaient seuls dans la bataille. Il semble qu'ils l'étaient.

Ce soir j'ai la trouille et je ne sais pas quoi faire. M'appliquer à garder ma neutralité de fonctionnaire à l'école sans doute pour commencer. Même si cela va être plus difficile que jamais.

Me préparer à aller voter avec le plus gros nœud à l'estomac que j'aie eu jusqu'ici (je ne votais pas encore en mai 2002) la semaine prochaine. Et résister. Dans la ville de Jean Moulin, on a des ressources.

rue89-nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Municipales : le festival d'Avignon menace de quitter la ville en cas de succès du FN

Par Les Echos

Suite à la poussée frontiste du premier tour des élections municipales de dimanche, le festival d'Avignon a



Olivier Py, le directeur du Festival d'Avignon, dit ne pas pouvoir travailler avec une mairie Front national - AFP/BERTRAND LANGLOIS

Les réactions politiques et les commentaires ont été nombreux suite au premier tour des élections municipales, particulièrement autour des résultats des listes du Front national.

Le Rassemblement bleu marine a en effet enregistré un succès historique pour le parti.

Au-delà de la question politique, c'est la question culturelle qui est apparue lundi à travers les déclarations d'Olivier Py, le directeur du Festival d'Avignon. Celui-ci a affirmé sur les ondes de France Info que si le Front national venait à remporter la mairie de la ville, le festival n'aurait « aucune autre solution » que « partir ». « Je ne me vois pas travaillant avec une mairie Front National. Cela me semble tout à fait inimaginable.

Donc je pense qu'il faudrait partir. Il n'y aurait aucune autre solution », a-t-il déclaré.

C'est en effet, le candidat du Front national, Phillipe Lottiaux qui est arrivé en tête du premier tour dimanche soir avec 29,6% des voix. Il devance ainsi de peu la candidate du PS, Cécile Helle, qui obtient 29,5 % et l'UMP Bernard Chaussegros qui recueille 20,9 % des suffrages. En quatrième position, la liste Front de gauche d'André Castelli a obtenu 12,5 %. La bataille du second tour n'est donc gagnée d'avance pour personne.

Une incompatibilité de valeurs

« Je ne vois pas comment, d'ailleurs, le festival

pourrait vivre, défendre ses idées qui sont des idées d'ouverture, d'accueil de l'autre. Je ne vois pas comment le festival pourrait vivre à Avignon avec une mairie Front national, ça me semble inimaginable », a expliqué Olivier Py.

En effet, les valeurs intrinsèques de ce monument de la culture française sont directement liées à celle de son fondateur Jean Vilar décédé en 1971. Homme d'ouverture ayant consacré sa vie à rendre le théâtre accessible à tous, notamment au public des banlieues. Il fut directeur du Théâtre national populaire jusqu'en 1963. Il est raisonnable de penser que si Olivier Py venait à mettre ses menaces à exécution, il serait soutenu par la plupart des compagnies de théâtre habituées du festival et qui se reconnaissent dans ces valeurs.

Pour Olivier Py, la solution consisterait donc à déplacer le festival dans une autre ville. L'option consistant à refuser les subventions et la participation d'une éventuelle mairie Front national semble complexe tant l'organisation du festival occupe toute la ville. Les Chorégies d'Orange avait, elles, refusé une subvention de la mairie Front national de leur ville. Les Chorégies d'Orange se caractérisent toutefois par un haut niveau d'auto-financement et seuls 15 % de leur budget proviennent de subventions publiques. Pour le festival d'Avignon, ce chiffre est de près de 45 %.

lesechos.fr

VII) Après la claque des municipales, quel remaniement ?



Par Le Nouvel Observateur avec AFP

Sept Français sur dix veulent un changement de Premier ministre. Au PS, les spéculations vont bon train sur l'avenir de Jean-Marc Ayrault.

La claque reçue par le PS au premier tour des élections municipales relance les spéculations autour d'un remaniement en profondeur du gouvernement, avec un nouveau Premier ministre.



Jean-Marc Ayrault, dimanche soir (NICOLAS MESSYASZ/SIPA)

Dimanche soir, Jean-Marc Ayrault, crispé, a prononcé une courte allocution à Matignon pour appeler les "forces démocratiques et républicaines" à "empêcher" des victoires du FN dimanche prochain. Le Premier ministre, qui flirte depuis 2012 comme François Hollande avec les records d'impopularité, a estimé que "certains électeurs ont exprimé par leur abstention ou leur vote leurs inquiétudes, voire leurs doutes". Cette semaine, il va multiplier les rencontres avec François Hollande et ses principaux ministres et pourrait faire une intervention mercredi ou jeudi.

Tenir jusqu'en 2015 ?

Si François Hollande apprécie la fidélité de l'ancien maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault est-il encore en mesure d'impulser une nouvelle dynamique, au moins jusqu'aux régionales de mars 2015 ?

Près de sept Français sur dix (69%) ont déjà tranché: ils veulent un changement de Premier ministre, selon un sondage BVA pour "L'Express", la presse régionale et Orange publié lundi. Une majorité de sympathisants de gauche (51%) est elle aussi favorable à un changement de Premier ministre.

Pour un parlementaire socialiste, qui a longtemps parié sur un maintien de l'actuel locataire de Matignon, "c'est fini" pour Jean-Marc Ayrault depuis dimanche soir et la "claque" reçue par la majorité. Il pronostique que le poste de Premier ministre se jouera entre le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, le plus populaire au vu des sondages, et Laurent Fabius, le plus expérimenté.

Sur son blog, l'ancien ministre PS Jean Glavany n'a pas hésité à éreinter "l'ahurissante allocution" de Jean-Marc Ayrault dimanche soir,

commentant les résultats comme on commente les

les chiffres du chômage".

Le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, qui ne cache pas son intérêt pour le poste, a défendu mollement lundi sur RTL Jean-Marc Ayrault. "Il faut poser la question au président de la République", a-t-il répondu à une question sur un éventuel changement à Matignon.

Temporiser ?

La porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, a expliqué qu'elle ne croyait pas que la question du remaniement "se pose cette semaine", consacrée à la mobilisation avant le second tour. Elle a ajouté : après dimanche prochain,

Il appartiendra au président de la République d'en décider. Point."

"Les nombreuses triangulaires dimanche prochain devraient nous permettre de limiter la casse et puis ce n'est pas Ayrault le seul fautif de ce premier tour décevant", abonde un conseiller ministériel. Pour lui, "Hollande va tout faire pour garder Ayrault encore un an pour l'user jusqu'au bout, faire les deux dernières années du quinquennat et préparer 2017 avec un nouveau chef du gouvernement".

Avec quelle politique ?

D'autres plaident pour un changement de politique plutôt qu'un changement de tête à Matignon. "La question de la présence de Jean-Marc Ayrault est pendante depuis un an, en fonction des jours pairs ou impairs", résume un député PS. Mais le véritable problème, se désolent-ils, est "cette difficulté à porter la politique pour laquelle la gauche a été élue".

Désormais, explique ce député, "il faut éviter un remaniement simulacre et imaginer une orientation nouvelle pour la seconde partie du quinquennat avec les équipes pour l'incarner". L'idée d'un gouvernement resserré, avec l'entrée de figures comme Ségolène Royal continue de faire son chemin. Mais "s'il n'y a pas de réelle réorientation politique, la situation va s'aggraver mois après mois", pronostique ce parlementaire.

"Le remaniement, François Hollande va le faire, mais ça va durer 15 jours", pronostique le

chercheur Rémi Lefebvre, spécialiste du PS et proche de l'aile gauche du parti. "C'est l'ampleur des pertes de dimanche prochain qui va décider: plus la défaite sera forte dimanche, plus l'ampleur et la rapidité du remaniement sera forte", fait-il valoir.

Najat Vallaud-Belkacem a néanmoins prévenu qu'il n'y aurait pas de changement de politique et que le "cap" serait tenu sur les réformes, bien qu'elles n'aient "pas encore toutes porté leurs fruits". Le mois d'avril sera ainsi chargé avec en particulier la présentation du pacte de responsabilité, une baisse du coût du travail financée par des économies d'une ampleur sans précédent.

nouvelobs.com

A Suivre...
La Presse en Revue